

CODE NOTARIAL 2016

HUITIÈME ÉDITION



LexisNexis®

LEXISNEXIS SA

141, RUE DE JAVEL - 75015 PARIS

Table des matières

CODE NOTARIAL	PAGES
Préface à la première édition	IX
Liste des abréviations	XI
PARTIE PRÉLÉMINAIRE – TEXTES FONDAMENTAUX DU NOTARIAT	1
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 1 ^{er} à 69	2
Loi du 28 avril 1816 sur les finances – art. 91	4
Ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 51	4
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} à 13 ...	9
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 44	12
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 1 ^{er} à 43 .	26
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 1 ^{er} à 30	32
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009 Approuvé par arrêté de Madame le Garde des Sceaux, Ministre de la justice – art. 1.1 à 58	38
– art. 1 ^{er} à 6	51
– art. 59 à 76	52
Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques	
– art. 50	59
– art. 52 et 53	60
– art. 59	61
– art. 64	61
– art. 67	61
PREMIÈRE PARTIE – ACTIVITÉ DU NOTAIRE	63
TITRE I – ACTE NOTARIÉ	65
CHAPITRE I – Authentification des actes	65
Code civil – art. 280-1	65
– art. 710-1	65
– art. 919	66
– art. 929 à 933	66
– art. 941	66
– art. 971 et 972	66
– art. 976	67
– art. 1035	67

CODE NOTARIAL	PAGES
- art. 1075	67
- art. 1316 à 1321-1	67
- art. 1394	68
- art. 1396 et 1397	69
- art. 1527	69
- art. 1601-2	70
- art. 2012	70
- art. 2202 et 2203	70
- art. 2416	70
- art. 2441	70
Code de commerce - art. L. 121-6	71
- art. L. 525-10 à L. 526-2	71
- art. L. 526-9	72
Code de la construction et de l'habitation - art. L. 261-11	72
- art. L. 290-1 et L. 290-2	72
- art. L. 551-1	73
Code général des impôts - art. 504	73
Code de procédure civile - art. 138	73
- art. 141	73
- art. 286	73
- art. 303 à 316	74
- art. 1430 à 1434	75
Code des procédures civiles d'exécution - art. L. 311-3	75
- art. L. 322-1 à L. 322-4	75
Code rural et de la pêche maritime - art. L. 321-1	75
- art. L. 418-1	75
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat - art. 8 à 30	76
Décret du 10 brumaire an XIV qui prescrit les formalités pour les procès-verbaux de scellés d'inventaires, etc. - art. 1 ^{er} à 4	77
Avis du Conseil d'État du 7 avril 1821 portant que, lorsqu'un testateur est dans l'intention de révoquer ses dispositions de dernière volonté et que le testament qui les contient a été fait par acte public, le notaire qui l'a reçu et placé dans ses minutes ne peut, sur la demande du testateur, lui rendre la minute du testament	77
Loi du 2 mai 1861 relative à la légalisation, par les juges de paix, de signatures des notaires et des officiers de l'état civil - art. 1 ^{er} et 2	78
Décret du 25 septembre 1870 relatif au sceau de l'État et aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires - art. 1 ^{er} et 2	78
Loi du 15 décembre 1923 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre - art. 7 à 9	78
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat - art. 1 ^{er}	79
Décret n° 47-1047 du 12 juin 1947 relatif à la formule exécutoire - art. 1 ^{er} et 2	79
Question du 9 mai 1967 relative à l'interprétation à donner à l'article 2 de la loi n° 66-1012 du 28 décembre 1966	80
Décret n° 67-491 du 22 juin 1967 fixant les conditions d'application aux notaires des dispositions de l'article 11 de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité - art. 1 ^{er}	80
Question du 24 mai 1969 relative à la signature des actes notariés par les témoins	80
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires - art. 1 ^{er} ...	81
- art. 4 à 22	81
- art. 29 à 43	83
Lettre du 2 décembre 1971 relative à l'utilisation du sceau par les notaires	86
Décret n° 72-753 du 9 août 1972 pris pour l'application des articles 762 à 764 et 1094-3 du Code civil - art. 1 ^{er} à 3	86

Code civil – art. 1094-3	86
Lettre du 14 novembre 1972 relative aux actes notariés	86
Décret n° 76-424 du 6 mai 1976 portant publication de la convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972 – art. 1 ^{er} à 17	87
Instruction du Conseil supérieur du notariat du 16 mai 2012 sur l'enregistrement des actes issus de la réforme des successions au FCDDV	89
Réponse du 8 novembre 1977 relative à la vente par une commune, par acte notarié et à la personne ayant qualité pour donner quittance	90
Lettre du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire remplaçant temporairement un de ses confrères empêché, d'user des services d'un clerc habilité par ce dernier	91
Réponse du 22 février 1982 relative aux actes administratifs	91
Réponse du 14 février 1983 relative aux officiers publics et ministériels	91
Loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière – art. 4	92
Réponse du 11 août 1986 relative aux actes administratifs	92
Réponse du 2 juillet 1987 relative aux collectivités locales et à l'habilitation à recevoir et à authentifier des actes passés en la forme administrative	93
Circulaire du 28 septembre 1987 relative à la motivation des actes administratifs	93
Réponse du 8 décembre 1988 relative à la délivrance des certificats de propriété par les mairies .	98
Réponse du 22 juillet 1993 relative à la portée juridique de la mention « <i>Lu et approuvé</i> »	99
Lettre du 26 janvier 1995 relative aux baux d'habitation et la mention manuscrite de la caution .	99
Réponse du 13 mai 1996 relative à la transmission des entreprises à caractère familial	100
Réponse du 8 novembre 1999 relative la compétence d'instrumentation des notaires	100
Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique – art. 6	101
Décret n° 2005-973 du 10 août 2005 modifiant le décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires	101
Réponse du 20 septembre 2005 relative à l'authenticité et la forme exécutoire des actes notariés .	101
Circulaire n° 2007-7 du 12 décembre 2007 relative à la conformité des sceaux	102
Réponse du 3 mai 2011 sur l'acte authentique	103
Lettre du Président du CSN du 11 mai 2011	103
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-6 du 9 novembre 2011 relative aux éléments d'informations complémentaires sur les formalités d'enregistrement et de publicité du PACS conclu sous la forme notariée	105
Code civil – art. 515-3	108
– art. 515-7	109
Loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité – art. 14-1	109
CHAPITRE II – Enregistrement des actes	110
Code général des impôts – art. 850	110
– art. 853 à 864	110
– art. 867	112
– art. 1826 à 1833	112
Loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement – art. 58	113
Réponse du 16 septembre 1993 relative aux formalités d'enregistrement des actes de donation .	113
CHAPITRE III – Conservation et reproduction des actes	113
Code civil – art. 1334 à 1336	113
Code de procédure civile – art. 1435 à 1441	114
Décret du 29 septembre 1791 sur la nouvelle organisation du notariat et sur le remboursement des offices de notaires – art. 16	115
Loi du 16 floréal an IV qui détermine le lieu où doit être déposé chaque année le double du répertoire des actes reçus par les notaires publics – art. 1 ^{er} et 2	115

Décret n° 65-422 du 1 ^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au ministère des affaires étrangères – art. 5-1	115
– art. 13	115
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 23 à 28 ..	115
Instruction du 1 ^{er} juin 1972 de la Direction générale des impôts concernant les actes notariés et la tenue du répertoire	116
Instruction du 12 juillet 1972 de la Direction générale des impôts relative aux actes de dépôt des testaments des personnes décédées sur la voie publique et dans les hôpitaux et cliniques	118
Réponse du 29 novembre 1972 relative aux procédés de reproduction des actes	118
Réponse du 14 mai 1975 relative aux photocopies des actes notariés	119
Loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives – art. 11	119
– art. 20	119
– art. 25	119
– art. 27	119
Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques – art. 1 ^{er} et 2	119
– art. 9	119
– art. 17 à 20	119
Décret n° 79-1039 du 3 décembre 1979 relatif à la délivrance de visas de conformité des copies, reproductions photographiques et extraits des documents conservés dans les dépôts d'archives publiques – art. 1 ^{er} à 8-1	120
Décret n° 92-1224 du 17 novembre 1992 relatif à la fixation des divers droits d'expédition et d'extraits authentiques des pièces conservées dans les dépôts d'archives publiques	120
Réponse du 16 avril 1998 relative à l'obligation de conservation des actes et archives. Archives papier. Actes notariés.	120
Arrêté du 11 avril 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales » – art. 1 ^{er} à 7	121
Circulaire n° 2006-10 du 15 septembre 2006 relative à la loi n° 78-17 « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ; obligation pour les offices d'être en conformité avec la réglementation CNIL	122
Décret n° 2009-1330 du 28 octobre 2009 modifiant le décret n° 65-422 du 1 ^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au ministère des Affaires étrangères – art. 1 ^{er} et 2 ...	123
Arrêté du 28 octobre 2009 fixant les conditions de transmission électronique aux notaires, par le service central d'état civil, des données constituant les copies et extraits d'actes de l'état civil – art. 1 ^{er}	123
Circulaire n° 2009-4 du 16 décembre 2009 relative aux nouvelles dispositions en matière de versement et communication des archives notariales	124
Décret n° 2010-219 du 2 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Registre national des fiducies » – art. 1 ^{er} à 7	125
Arrêté du 12 avril 2010 modifiant l'arrêté du 11 avril 2005 modifié relatif à la mise en service par la direction générale des impôts d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales »	126
Arrêté du 2 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 11 avril 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales »	126
Délibération n° 2014-016 du 23 janvier 2014 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel aux fins d'exercice des activités notariales et de rédaction des documents des offices notariaux – art. 1 ^{er} à 7	127

CODE NOTARIAL	PAGES
TITRE II – ACTIVITÉS DIVERSES	133
CHAPITRE I – Ventes et prisées	133
Code de commerce – art. L. 321-2	133
– art. L. 321-17	133
– art. R. 321-18-1	133
– art. R. 321-21	134
Décret du 17 septembre 1793 qui autorise les notaires, greffiers et huissiers à faire les prisées et ventes de meubles, et fixe le prix des vacations – art. 1 ^{er} à 4	134
Arrêté du 12 fructidor an IV portant défense à tous les autres que les notaires, greffiers et huissiers de s’immiscer dans les prisées, estimations et ventes publiques de meubles et effets mobiliers – art. 1 ^{er} et 2	134
Loi du 22 pluviôse an VII qui prescrit des formalités pour les ventes d’objets mobiliers – art. 1 ^{er} à 10	134
Ordonnance du 1 ^{er} mai 1816 qui prescrit l’exécution d’une disposition de l’arrêt du Conseil du 13 novembre 1778, en ce qui concerne les ventes de meubles par des officiers publics et les commissaires-priseurs – art. unique	135
Réponse du 6 février 1923 relative au renvoi devant notaire des ventes judiciaires d’immeubles	135
Loi du 24 février 1932 relative à la forme dans laquelle les actes de ventes publiques mobilières doivent être dressés et au délai dans lequel ils doivent être soumis à l’enregistrement – art. 1 ^{er}	136
– art. 3	136
Question du 11 juillet 1970 relative à la compétence pour les prisées et les ventes publiques de meubles corporels	136
Réponse du 28 février 1985 relative à la restitution des fonds bloqués chez les notaires	137
Loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 29 et 30	137
– art. 38 à 45	138
– art. 64 et 65	139
Loi n° 2011-850 du 20 juillet 2011 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 4	139
Décret n° 2013-884 du 1 ^{er} octobre 2013 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques – art. 3	139
– art. 15	139
CHAPITRE II – Consultation des documents administratifs par les notaires et les généalogistes	139
Circulaire du 12 décembre 1991 relative aux communications accordées aux officiers publics et ministériels, aux généalogistes professionnels et aux particuliers	140
Réponse du 9 avril 2001 relative aux difficultés rencontrées par les généalogistes successoraux en matière d’accès aux documents administratifs	141
Réponse du 16 décembre 2002 relative à l’exercice de la profession des généalogistes successoraux	141
CHAPITRE III – Négociation	142
Réponse du 7 mars 1994 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	142
Réponse du 31 juillet 1995 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	142
Réponse du 11 novembre 1996 relative aux négociations immobilières faites par les notaires	143
CHAPITRE IV – Prestations juridiques en matière de marchés publics	143
Réponse du 9 mars 2010 relative aux critères de sélection des offres de prestations juridiques en matière de marchés publics	143
Réponse du 11 mars 2010 relative aux critères de sélection des offres de prestations juridiques en matière de marchés publics	144
CHAPITRE V – Tiers de confiance	145
Code général des impôts – art. 170	145
– art. 170 ter	146
– art. 95 ZA, ann. II à 95 ZN, ann. II	146

Décret n° 2011-1997 du 28 décembre 2011 relatif au dispositif de « tiers de confiance » prévu à l'article 170 ter du Code général des impôts – art. 1 ^{er}	149
– art. 4	149
Arrêté du 1 ^{er} mars 2012 fixant les modèles de conventions nationales, prévues à l'article 95 ZF de l'annexe II au Code général des impôts, conclues entre les organismes représentant au niveau national les membres des professions réglementées d'avocat, de notaire et de l'expertise comptable et la direction générale des finances publiques, et de conventions individuelles, prévues à l'article 95 ZG de l'annexe II au même code, conclues entre un membre de ces trois professions réglementées et la direction départementale ou régionale des finances publiques ou le délégataire du directeur général des finances publiques – art. 1 ^{er} à 4	149
Instruction du 22 mars 2012	154
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2012-4 du 4 avril 2012 relative au tiers de confiance ..	167
TITRE III – CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ NOTARIALE	169
CHAPITRE I – Obligations légales	169
SECTION I – L'usage de la langue française	169
Décret du 2 thermidor an II portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française – art. 1 ^{er} à 4	169
Arrêté du 2 février 1919 déclarant la langue française, langue judiciaire en Alsace et Lorraine et relatif à diverses formalités judiciaires – art. 2 et 3	169
Réponse du 3 juillet 1989 relative aux actes juridiques en langue française	169
SECTION II – L'aide juridique	170
Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique – art. 1 ^{er}	170
– art. 53 à 64	170
Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique – art. 33	172
– art. 48	172
– art. 51	173
– art. 68 à 70	173
– art. 75 à 89	174
– art. 95	175
– art. 98	175
– art. 100	176
– art. 107	176
– art. 119	176
– art. 125	177
– art. 133 à 151	177
Circulaire du 12 mars 1992 relative à l'aide à l'accès au droit – art. 1 ^{er} à 20	185
Décret n° 93-1107 du 16 septembre 1993 modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 fixant les modalités particulières d'application de cette loi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon – art. 1 ^{er} et 2	187
– art. 9	187
SECTION III – Lutte contre le blanchiment de capitaux	188
Code pénal – art. 324-1 à 324-9	188
Code monétaire et financier – art. L. 561-1 et L. 561-2	189
– art. L. 561-3 à L. 561-6	191
– art. L. 561-8 à L. 561-10	192
– art. L. 561-10-2	193
– art. L. 561-12	193
– art. L. 561-14-1 à L. 561-15	194

- art. L. 561-16 à L. 561-22	194
- art. L. 561-26	197
- art. L. 561-32 à L. 562-11	197
- art. R. 561-1 à R. 561-3	203
- art. R. 561-4 à R. 561-31	204
- art. D. 561-31-1	213
- art. R. 561-31-2	213
- art. R. 561-32	213
- art. D. 561-32-1	213
- art. R. 561-33 à R. 561-50	214
- art. D. 561-51 à D. 561-54	217
- art. R. 562-1 et R. 562-2	218
Circulaire n° 2007-4 du 10 avril 2007 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux	219
Ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme – art. 1 ^{er} à 10 .	221
- art. 19 à 21	222
Décret n° 2010-22 du 7 janvier 2010 relatif aux conditions d'application des mesures de gel des avoirs	222
Lettre de la Chancellerie du 13 janvier 2010 relative aux obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	223
Circulaire n° CIV/02/10/M/03 du 14 janvier 2010 du Ministère de la Justice et des libertés relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme	226
Décret n° 2010-69 du 18 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme – art. 1 ^{er}	231
Circulaire n° 2010-1 du 20 janvier 2010 relative aux obligations du notaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	231
Instruction du 26 juillet 2010 relative à la lutte anti-blanchiment : critères à prendre en compte .	233
Décret n° 2011-28 du 7 janvier 2011 relatif à l'organisation et aux modalités de fonctionnement du service à compétence nationale TRACFIN – art. 1 ^{er}	236
Code monétaire et financier – art. R. 561-34	236
Arrêté du 7 janvier 2011 portant organisation du service à compétence nationale TRACFIN – art. 1 ^{er} à 7	236
Charte CSN/CDC du 25 avril 2012 en matière de lutte anti-blanchiment et lutte contre le financement du terrorisme	237
SECTION IV – Réglementation relative à la CNIL	240
Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 1 ^{er} à 72 .	240
Loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés – art. 20	263
Délégation CNIL n° 2011-083 du 17 avril 2011 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel aux fins d'exercice des activités notariales et de rédaction des documents des offices notariaux – art. 1 ^{er} à 9	264
Délégation n° 2014-243 du 12 juin 2014 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une norme simplifiée relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les notaires aux fins de signature électronique, de dépôt et de conservation des actes authentiques sur support électronique au sein du Minutier central électronique des notaires de France – art. 1 ^{er} à 8	268
SECTION V – Règles relatives aux actes de l'état civil	270
Décret n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil – art. 13-2 à 13-5	270

SECTION VI – Obligations relatives aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux	270
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 6	270
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 6-1	271
Décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 relatif aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux – art. 1 ^{er} à 7	271
CHAPITRE II – Suppléance	272
Réponse du 25 mai 1923 relative au temps de suppléance et l'honorariat	272
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux offices publics et ministériels et certains auxiliaires de justice – art. 5 à 10	272
Question du 23 mai 1967 relative à la situation du clerc de notaire désigné comme suppléant de l'étude de son patron au regard de ses appointements et de la part lui revenant dans les produits nets de l'office géré	273
Question du 25 juillet 1968 relative à la suppléance des offices ministériels	273
TITRE IV – INTERNATIONAL	275
CHAPITRE I – Agents diplomatiques et consulaires	275
Décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires – art. 12	275
Décret n° 91-152 du 7 février 1991 relatif aux attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires – art. 1 ^{er} à 29	275
Arrêté du 6 décembre 2004 relatif à l'exercice des attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires – art. 1 ^{er}	278
Réponse du 3 novembre 2005 relative aux attributions notariales des consuls dans les pays de l'Union européenne	279
Circulaire n° 2014-3 du 23 juillet 2014 relative aux attributions notariales des agents diplomatiques et consulaires	280
CHAPITRE II – Documents européens	280
Convention n° 72/454/CEE du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles – art. 16	281
Directive n° 77/249/CEE du 22 mars 1977 du Conseil des Communautés européennes tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de service par les avocats – art. 1 ^{er} à 8	281
Question écrite n° 2199/88 du 14 février 1989 sur la législation de l'établissement des notaires .	283
Réponse du 3 février 1992 relative aux négociations du GATT et du classement des services juridiques	284
Protocole du 17 mars 1993 sur l'Espace économique européen – art. 32	285
– art. 36 et 37	285
Résolution du 18 janvier 1994 du Parlement européen sur la situation et l'organisation du notariat dans les douze États membres de la Communauté européenne	285
Question écrite n° E-1458/96 du 12 juin 1996 sur la libre circulation des actes notariés et le libre exercice de la fonction notariale en Europe	286
Règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 22	287
– art. 53 à 58	287
Question écrite n° E-2452/00 du 24 juillet 2001 sur la liberté de circulation des notaires dans l'Union européenne	288
Question écrite n° E-2435/02 du 26 août 2002 relative aux différences entre les limites d'âge fixées pour la nomination et l'activité des notaires dans l'Union européenne	289
Réponse du 15 février 2005 relative à la réforme imminente du statut des notaires engendrée par la directive européenne dite « Bolkestein »	289
Réponse du 12 juillet 2005 relative au projet de directive communautaire relative aux services dans le marché intérieur	290

Directive n° 2005/36/CE du 7 septembre 2005 du Parlement européen et du Conseil de l'UE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles – art. 1 ^{er} à 22	295
– art. 49 bis à 61	312
– art. 62 à 64	320
Règlement n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale – art. 24	321
– art. 36 et 37	321
– art. 53	322
– art. 58 à 61	322
– art. 80 et 81	322
CHAPITRE III – Légalisation et exequatur des actes accomplis à l'étranger	322
Code de procédure civile – art. 509-3	322
Décret n° 65-57 du 22 janvier 1965 portant publication de la convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers du 5 octobre 1961	323
Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers – art. 1 ^{er} à 15	323
Convention n° 72/454/CEE du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles – art. 46 à 50 .	325
Lettre du 28 décembre 1971 concernant le régime des actes notariés destinés à être produits à l'étranger	326
Convention du 16 septembre 1988 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale fait à Lugano – art. 50	326
– art. 54	326
Réponse du 18 décembre 1989 pour consentir une hypothèque établie par un « notary public » .	327
Décret n° 92-383 du 1 ^{er} avril 1992 portant publication de la convention relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et signée par la France le 11 juillet 1990	327
Convention du 25 mai 1987 relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des communautés européennes – art. 1 ^{er} à 10	327
Loi n° 94-337 du 29 avril 1994 désignant les personnes habilitées à instrumenter en matière de testament international – art. 1 ^{er} et 2	329
Décret n° 94-990 du 8 novembre 1994 portant publication de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international , faite à Washington le 26 octobre 1973 et signée par la France le 29 novembre 1974	329
Convention du 26 octobre 1973 portant loi uniforme sur la forme d'un testament international – art. I ^{er} à XVI	329
– art. 1 ^{er} à 15	330
Décret n° 2008-484 du 22 mai 2008 relatif à la procédure devant la Cour de cassation – art. 16 .	331
– art. 24	331
Décret n° 2010-433 du 29 avril 2010 portant diverses dispositions en matière de procédure civile et de procédures d'exécution – art. 5	331
Note du CSN du 29 avril 2010 relative aux légalisations et certifications de signatures	332
Circulaire n° 2010-3 du 5 mai 2010 relative au titre exécutoire européen	338
DEUXIÈME PARTIE – STATUT DU NOTAIRE	343
TITRE I – CONDITIONS D'ACCÈS À LA PROFESSION	345
Décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués – art. 4-4	345
Circulaire du 18 janvier 1946 du garde des Sceaux concernant le statut du notariat	345
Lettre du 5 novembre 1951 relative au stage	346
Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne – art. 18 et 19 .	346
– art. 43	346

CODE NOTARIAL	PAGES
– art. 45	347
– art. 95	347
Loi n° 70-642 du 17 juillet 1970 organique relative au statut des magistrats – art. 14	348
Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice – art. 2	348
Réponse du 29 mars 1982 relative à l'accès des conseils juridiques aux fonctions de notaire .	348
Arrêté du 24 juin 1991 fixant la liste des diplômes reconnus comme équivalents pour l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er}	349
Décret n° 91-807 du 19 août 1991 relatif à la commission prévue à l'article 50, XII de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 1 ^{er} à 5	349
Réponse du 12 juillet 1993 relative à l'accès des notaires à la profession d'avocat	350
Décret n° 93-1137 du 1 ^{er} octobre 1993 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire .	350
Réponse du 27 mars 1997 relative aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	350
Décret n° 97-874 du 24 septembre 1997 relatif à l'application des articles 25-4 et 40 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature – art. 8	351
Réponse du 5 mars 1998 relative à l'accès à la profession de notaire	351
Réponse du 12 octobre 1998 relative à l'accès à la profession d'avocat par les notaires	351
Question écrite n° P-2209/00 du 26 juin 2000 relative à la transmission de la charge par succession	352
Arrêté du 14 mai 2004 pris pour l'application à la profession de notaire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de l'article 83 du décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 et de l'article 139-1 du décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 – art. 1 ^{er} et 2	353
Réponse du 30 novembre 2006 relative aux statistiques concernant les nominations de notaires .	353
Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel – art. 21	353
Décret n° 2011-451 du 22 avril 2011 pris pour l'application de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel – art. 1 ^{er} à 4	353
Arrêt de la CJUE du 24 mai 2011 sur la clause de nationalité des notaires	354
Arrêté du 8 août 2013 fixant la liste des diplômes admis en dispense du diplôme national de master en droit pour l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er} et 2	363
TITRE II – FORMATION, NOMINATION, SPÉCIALISATION	365
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} <i>quater</i> .	365
Lettre du 25 novembre 1960 relative au stage à Monaco	365
Lettre du 20 février 1961 relative aux greffiers des tribunaux de commerce	365
Lettre du 9 octobre 1968 relative au stage	366
Lettre du 3 juillet 1969 relative au stage	366
Lettre du 27 septembre 1971 relative au stage effectué dans les organismes professionnels .	366
Lettre du 25 octobre 1971 relative au stage	366
Loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente	366
Lettre du 1 ^{er} mars 1972 relative à l'aptitude professionnelle aux fonctions de notaire	367
Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 86	367
– art. 59 à 79	384
– art. 86-1 à 134	388
Arrêté du 5 juillet 1973 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} à 9	396
Arrêté du 7 novembre 1973 fixant la liste des centres d'examen d'aptitude aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er}	398

Arrêté du 26 février 1974 fixant la liste des centres d'examen de premier clerc de notaire – art. 1 ^{er} .	398
Arrêté du 13 mai 1974 fixant les conditions dans lesquelles les candidats titulaires du diplôme du premier cycle d'une école de notariat peuvent être dispensés du baccalauréat en vue des études juridiques dans les universités – art. 1 ^{er} à 3	398
Arrêté du 21 juillet 1975 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} et 2	399
Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice – art. 10	399
Arrêté du 18 septembre 1975 modifiant la liste des centres d'examen d'aptitude aux fonctions de notaire et de premier clerc de notaire – art. 1 ^{er}	399
Arrêté du 18 avril 1977 relatif aux programmes et modalités du concours professionnel pour la nomination aux fonctions de notaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er} et 2	399
– art. 4 et 5	400
Arrêté du 18 mai 1981 relatif à l'admission en 3 ^e année de droit des Diplômés premiers clercs – art. 1 ^{er} à 5	400
Directive n° 89/48/CEE du 21 décembre 1988 du Conseil des CE relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans	401
Décret n° 89-399 du 20 juin 1989 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 23	401
Arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen en vue du diplôme d'aptitude aux fonctions de notaire	401
Arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen prévu à l'article 11 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	401
Décision du 13 avril 1990 fixant le nombre, le siège et le ressort des centres de formation professionnelle de notaires – art. 1 ^{er} et 2	401
Décision du 13 avril 1990 fixant le nombre, le siège et le ressort des écoles de notariat	402
Arrêté du 7 septembre 1990 fixant les modalités du contrôle continu et de l'appréciation du rapport de stage prévus à l'article 36 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 4 .	402
Arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 6	402
Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation – art. 4	404
Réponse du 25 novembre 1991 relative à la formation professionnelle dans le notariat et les conditions d'accès aux fonctions de notaire	404
Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat – art. 98	405
Réponse du 8 novembre 1993 relative à la validation d'un stage de notaire effectué chez un mandataire liquidateur ou chez un administrateur judiciaire	405
Réponse du 10 octobre 1994 relative à la validation d'un stage de notaire effectué chez un mandataire liquidateur ou chez un administrateur judiciaire	406
Arrêté du 27 septembre 1995 fixant la liste des titres ou diplômes reconnus comme équivalents à la maîtrise en droit pour l'exercice de la profession d'huissier de justice – art. 1 ^{er} et 2	406
Décret n° 95-1106 du 13 octobre 1995 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire .	407
Réponse du 22 avril 1996 relative au diplôme de premier clerc de notaire. Consultation juridique et rédaction d'actes sous seing privé	407
Arrêté du 25 juin 1996 fixant la liste des certificats de spécialisation des notaires – art. 1 ^{er} .	407
Arrêté du 15 avril 1997 fixant les modalités d'instruction des dossiers de candidature en vue de l'obtention par les notaires de certificats de spécialisation – art. 1 ^{er} à 13	407

Décret n° 99-657 du 30 juillet 1999 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire .	409
Arrêté du 7 mars 2002 modifiant l'arrêté du 5 juillet 1973 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} à 4	409
Arrêté du 10 mars 2003 modifiant l'arrêté du 19 février 1980 fixant le programme et les modalités des examens de contrôle des connaissances institués par les articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	409
Arrêté du 30 septembre 2003 modifiant l'arrêté du 13 avril 1990 fixant le programme et les modalités de l'examen prévu à l'article 11 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 7	409
Réponse du 29 novembre 2005 relative à l'extension du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 aux notaires	409
Arrêté du 17 avril 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur notariat – art. 1 ^{er} à 8	410
Décret n° 2007-1232 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 16 et 17	411
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de la formation en gestion d'un office de notaire, en déontologie et discipline notariales – art. 1 ^{er} à 4	412
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de la préparation à l'examen de contrôle des connaissances techniques instituée par l'article 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 6	414
Arrêté du 27 août 2007 fixant le programme et les modalités de l'examen subi en vue de la nomination à un office de notaire créé ou vacant – art. 1 ^{er} à 9	415
Arrêté du 20 décembre 2007 fixant le programme et les modalités des examens de contrôle des connaissances prévus aux articles 5 et 7 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er} à 9	417
Réponse du 28 février 2008 relative aux conditions d'accès au centre de formation professionnelle des notaires	420
Réponse du 6 mars 2008 relative aux conséquences du décret du 20 août 2007 modifiant la formation des métiers du notariat	420
Arrêté du 28 avril 2008 relatif au diplôme supérieur de notariat – art. 1 ^{er} à 12	421
Recommandation du CNEPN pour l'application de l'article 7 de l'arrêté du 28 avril 2008 relatif au diplôme supérieur du notariat	423
Circulaire n° 2008-3 du 21 juillet 2008 relative au circuit des dossiers de cession d'offices ou de parts de sociétés notariales	423
Circulaire n° 2009-3 du 29 avril 2009 du Conseil supérieur du notariat relative au transfert de compétences aux Procureurs généraux	424
Réponse du 29 décembre 2009 relative au cursus notarial et au grade de docteur en droit ...	424
Arrêté du 26 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire – art. 1 ^{er}	425
Arrêté du 26 novembre 2010 modifiant l'arrêté du 15 avril 1997 fixant les modalités d'instruction des dossiers de candidature en vue de l'obtention par les notaires de certificats de spécialisation – art. 1 ^{er} à 3	425
Loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires – art. 23 .	426
Décret n° 2011-1230 du 3 octobre 2011 relatif à la formation professionnelle continue de certaines professions judiciaires ou juridiques réglementées – art. 2	426
– art. 6	426

CODE NOTARIAL	PAGES
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-7 du 16 novembre 2011 relative aux modalités d'application de l'obligation de formation continue des notaires	426
Arrêté du 2 février 2012 fixant la liste des diplômes équivalents à la licence professionnelle « métiers du notariat » pour l'accès aux instituts des métiers du notariat – art. 1 ^{er}	431
Décret n° 2012-441 du 3 avril 2012 relatif aux conditions particulières d'accès à la profession d'avocat – art. 6	432
– art. 8	432
Décret n° 2013-215 du 13 mars 2013 relatif à la formation professionnelle en vue de l'exercice de la profession de notaire – art. 1 ^{er} à 29	432
Réponse du 7 mai 2013 relative aux passerelles d'accès à la profession de notaire	432
Arrêté du 2 août 2013 fixant le nombre, le siège et le ressort des instituts des métiers du notariat – art. 1 ^{er} à 3	433
Arrêté du 8 août 2013 fixant les modalités de la sélection des dossiers pour l'accès aux centres de formation professionnelle de notaires – art. 1 ^{er} à 5	434
– art. 7	435
Arrêté du 8 août 2013 fixant les modalités de l'examen par modules et du rapport de stage en vue de l'obtention du diplôme de notaire – art. 1 ^{er} à 14	435
TITRE III – INCOMPATIBILITÉS D'EXERCICE	439
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 1 ^{er} à 7	439
Ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus – art. 3	440
Ordonnance du 31 juillet 1822 concernant l'incompatibilité entre les fonctions de notaire et celles de commissaire-priseur – art. 1 ^{er}	440
Question du 26 mars 1934 sur l'interdiction de l'usage de la qualification « Diplômé notaire » .	441
Loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts – art. 8 et 8-1	441
Question du 22 mars 1969 relative à l'interdiction faite notamment aux officiers ministériels d'exercer une profession industrielle ou commerciale soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées	442
Question du 12 juillet 1969 relative à l'exercice par le conjoint du notaire de la profession de chirurgien-dentiste	443
Question du 12 juillet 1969 relative à l'exercice par le conjoint d'un officier public ou ministériel d'une profession industrielle ou commerciale	443
Lettre du 2 avril 1971 relative à la possibilité pour un notaire d'être administrateur de la Caisse d'épargne	444
Question du 25 septembre 1971 relative aux incompatibilités professionnelles	444
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 49 et 50	444
– art. 54	445
Arrêté du 24 juin 1999 conférant l'agrément prévu par l'article 54, 1° de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	446
Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques – art. 55 à 66-6	447
– art. 72 à 74	449
– art. 76	450
Réponse du 11 août 1973 relative aux cumuls de fonctions par un clerc de notaire	450
Lettre du 8 avril 1974 relative à la possibilité pour un notaire d'être consul honoraire d'un pays étranger en France	450
Réponse du 30 mai 1974 relative à la compatibilité entre les fonctions de maire-adjoint ou conseiller municipal et l'exercice des fonctions notariales	450
Réponse du 1 ^{er} février 1976 relative à la possibilité pour un clerc de notaire ayant rédigé des statuts de société anonyme d'y exercer les fonctions d'administrateur	451

Réponse du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire de recevoir des actes d'une commune	451
Lettre du 26 novembre 1980 relative à l'incompatibilité entre les fonctions de notaire, prise en qualité de représentant d'un organisme à but non lucratif, et celles d'administrateur d'une société d'économie mixte de construction	452
Lettre du 15 mai 1984 relative à la possibilité pour un notaire d'être membre du conseil d'administration d'une association et notaire de cette association	453
Réponse du 14 décembre 1989 relative aux élections municipales et les fonctions de notaires ..	453
Réponse du 17 février 1992 relative à la possibilité pour les avocats de donner des consultations et de rédiger des actes sous seing privé	454
Réponse du 28 juin 1993 relative aux notaires et généalogistes	454
Réponse du 23 juillet 1998 relative aux consultations et rédactions d'actes pour certaines professions judiciaires et juridiques	455
Réponse du 19 octobre 1998 relative à la consultations et rédactions d'actes pour certaines professions judiciaires et juridiques	455
Réponse du 11 mars 1999 relative aux consultations juridiques pour certaines professions judiciaires et juridiques	456
Réponse du 7 mai 2001 relative à la compatibilité de la profession de clerc de notaire avec celle d'agent immobilier	457
Réponse du 2 septembre 2002 relative aux incidences, pour la profession d'huissier de justice, de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques	457
Réponse du 2 décembre 2002 relative à la réglementation de la profession d'expert immobilier ..	458
Réponse du 17 février 2003 relative à l'opportunité de réglementer la profession d'expert immobilier	459
Circulaire n° 1575 du 19 octobre 2004 du Conseil supérieur du Notariat relative au Code de bonne conduite des généalogistes notaires	459
Réponse du 13 septembre 2011 relative aux litiges entre notaires et avocats	461
Convention Généalogistes/Notaires du 19 mai 2015 – art. 1 ^{er} à 3	463
– art. 1 ^{er} à 3	464
TITRE IV – ALSACE-MOSELLE ET OUTRE-MER	467
Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat – art. 31 à 53	467
– art. 68	467
Loi du 1 ^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er}	467
Loi du 17 juillet 1925 sur l'organisation du notariat dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle – art. 1 ^{er}	468
Loi n° 73-1 du 2 janvier 1973 rendant applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions des statuts des notaires et des huissiers de justice – art. 1 ^{er} à 3	468
Décret n° 73-51 du 10 janvier 1973 relatif aux avocats, notaires, huissiers de justice et syndics administrateurs judiciaires du ressort des Cours d'appel de Colmar et de Metz – art. 1 ^{er} et 2 ..	468
– art. 4	469
– art. 21	469
Décret n° 73-1216 du 29 décembre 1973 rendant applicables dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de caractère réglementaire relatives aux statuts des notaires et des huissiers de justice – art. 1 ^{er} à 5	469
Réponse du 25 mai 1992 relative à la forme des donations entre vifs. Forme notariée ou administrative	470
Loi n° 94-342 du 29 avril 1994 relative à l'informatisation du livre foncier des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	470
Décret n° 97-1002 du 29 octobre 1997 relatif au notariat dans les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon – art. 1 ^{er} à 4	470

CODE NOTARIAL	PAGES
Réponse du 11 juillet 2006 relative au statut du notariat dans les DOM-TOM	471
Réponse du 15 février 2007 relative aux évolutions du droit européen concernant la transmission des charges des notaires	471
Lettre du 5 décembre 2007 sur les effets de la création des collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sur le statut des notaires	472
Réponse du 14 octobre 2008 sur la réintroduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle du droit de présentation des notaires et des huissiers de justice .	473
Arrêté du 26 décembre 2008 portant création d'un comité technique paritaire central de l'Établissement public d'exploitation du livre foncier informatisé d'Alsace-Moselle – art. 1 ^{er} et 2 .	473
Décret n° 2012-580 du 26 avril 2012 relatif à l'organisation des professions de notaire et d'huissier de Justice outre-mer – art. 1 ^{er} à 3	473
– art. 8	473
TITRE V – HONORARIAT	475
Circulaire du 19 septembre 1913 du ministre de la Justice aux procureurs généraux au sujet de l'honorariat des officiers publics et ministériels investis des fonctions de suppléants de justice de paix	475
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 27 à 29	475
Lettre du 17 octobre 1974 relative aux conditions d'octroi de l'honorariat aux anciens notaires qui ont été inspecteurs de la CRPCEN	476
Décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative – art. 40 .	476
Circulaire n° 97-09 du 30 mai 1997 du ministère de la justice relative aux mesures de simplification administrative du décret n° 97-503 du 21 mai 1997	477
Circulaire n° 97-10 du 15 septembre 1997 du ministère de la justice relative à la modification du régime d'octroi de l'honorariat aux officiers publics ou ministériels	478
Réponse du 23 février 1998 relative aux conditions d'attribution du titre de notaire honoraire .	479
Réponse du 18 octobre 1999 relative à la procédure d'attribution de l'honorariat	480
Réponse du 19 mars 2013 sur les conditions d'attribution du titre de notaire honoraire	480
Réponse du 30 avril 2013 sur les conditions d'attribution du titre de notaire honoraire	481
TROISIÈME PARTIE – OFFICE NOTARIAL – MODALITÉS D'EXERCICE	483
TITRE I – CESSIION D'OFFICE DE NOTAIRE	485
Loi du 28 avril 1816 sur les finances – art. 91	485
Réponse du 28 juillet 1947 relative au pouvoir discrétionnaire de la Chancellerie en matière de nomination des officiers publics et ministériels	485
Circulaire du 30 juin 1948 établissant notamment l'usage de tableaux récapitulatifs, en matière de cession d'offices publics et ministériels	486
Lettre du 13 octobre 1955 relative au legs d'une étude notariale	486
Lettre du 11 juillet 1960 relative à l'indexation du prix de cession des offices de notaires	487
Lettre du 8 février 1963 concernant l'indexation des prix de cession d'office	487
Circulaire n° 65-14 du 11 juin 1965 concernant le contrôle des prix de cession et des indemnités de suppression des offices publics ou ministériels	488
Réponse du 1 ^{er} décembre 1966 relative à la date à prendre pour base de l'indexation dont sont affectés les prix de certaines cessions d'offices	491
Réponse du 28 août 1971 relative au calcul du prix de cession d'un office de notaire	491
Décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 3	491
Réponse du 8 janvier 1996 relative aux donations d'offices publics et ministériels	492
Circulaire n° 103 du 26 juin 2006 relative à la constitution des dossiers de cessions d'offices public et/ou ministériels	492
Circulaire n° 04-09 du 24 avril 2009 relative à la réduction des délais d'instructions des dossiers de nomination des offices publics et /ou ministériels	503

Réponse du 14 décembre 2010 sur le contrôle du prix de cession d'un office par la direction des affaires civiles et du sceau	504
TITRE II – CRÉATION, TRANSFERT ET SUPPRESSION D'OFFICE DE NOTAIRE	505
Code de commerce – art. L. 462-4-1	509
Lettre du 8 août 1960 sur les minutes et répertoires d'une étude supprimée	509
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 1 ^{er} à 23	510
– art. 29 et 30	514
Circulaire du 16 février 1972 sur créations, transferts et suppressions d'offices de notaire. Résidence des notaires et ouvertures de bureaux annexes	514
Circulaire n° 103 du 26 juin 2006 relative à la constitution des dossiers de cession des offices publics et ministériels	522
Décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 3	524
Réponse du 23 septembre 1991 relative aux créations et suppressions d'office de notaires ..	524
Réponse du 20 juillet 1992 relative à l'indemnisation par un notaire nommé dans un office créé, à ceux de ses confrères invoquant un préjudice	525
Réponse du 3 mai 1999 relative aux difficultés des offices de notaires en zones rurales	525
Réponse du 10 avril 2000 relative aux modalités d'attribution d'un office notarial mis en concours .	526
Décret n° 2005-311 du 25 mars 2005 relatif aux professions de notaire et d'huissier de justice .	526
Circulaire n° 2010-4 du 21 juillet 2010 relative aux locaux accessoires de l'office	526
Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques – art. 52	527
TITRE III – SOCIÉTÉS PROFESSIONNELLES	529
INTRODUCTION	
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} bis	529
CHAPITRE I – Sociétés civiles professionnelles	529
Loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 1 ^{er} à 38 .	530
Décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 1 ^{er} à 141	534
Circulaire n° 67-21 bis du 14 novembre 1967 concernant les sociétés civiles professionnelles constituées pour l'exercice de la profession de notaire	556
Lettre du 18 septembre 1970 concernant la possibilité pour une société civile professionnelle titulaire d'un office notarial d'être commise pour un inventaire ou pour une liquidation-partage .	587
Décret n° 71-943 du 26 novembre 1971 modifiant certaines dispositions du décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles – art. 26	587
Réponse du 8 janvier 1980 relative à l'immatriculation des sociétés civiles professionnelles ..	587
Lettre du 4 avril 1984 relative à l'habilitation des clercs	588
Réponse du 3 septembre 1984 relative aux difficultés au sein des sociétés civiles professionnelles .	588
Décret n° 92-64 du 20 janvier 1992 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles	589
Réponse du 20 mars 1995 relative à la dissolution d'une société civile professionnelle de notaire. Conséquences. Droit de présentation. Exercice.	589
Réponse du 10 avril 1995 relative à la transformation d'une société civile professionnelle, titulaire d'un office notarial, en SELARL à associé unique	590
Décret n° 2004-364 du 22 avril 2004 modifiant le décret n° 67-868 du 2 octobre 1967 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux	

sociétés civiles professionnelles et le décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} et 2	590
Réponse du 3 avril 2007 concernant le fonctionnement d'un office notarial en cas de démission d'un notaire exerçant dans le cadre d'une société civile professionnelle	590
Décret n° 2009-452 du 22 avril 2009 relatif à l'évolution des professions juridiques et judiciaires .	591
Réponse du 7 février 2012 relative au retrait d'un associé d'une société civile professionnelle .	591
Décret n° 2012-403 du 23 mars 2012 relatif aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés de participations financières des professions judiciaires et juridiques réglementé – art. 2	592
CHAPITRE II – Sociétés d'exercice libéral et de participations financières	592
Code de commerce – art. L. 721-5	592
Code de la sécurité sociale – art. L. 131-6	593
Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales – art. 1 ^{er} à 34	593
Décret n° 92-704 du 23 juillet 1992 pris pour l'application de l'article 14 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} et 2 ...	601
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} à 79-4	602
Arrêté du 6 avril 2012 fixant les conditions de tenue, de mise à jour et de publicité de la liste des sociétés de participations financières de profession libérale de notaires – art. 1 ^{er}	613
Décret n° 93-78 du 13 janvier 1993 pris pour l'application à la profession de notaire de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 79-5 à 84	614
Réponse du 7 juillet 1994 relative aux sociétés d'exercice libéral de notaires	616
Décret n° 2004-856 du 23 août 2004 pris pour l'application à la profession de notaire du titre IV de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} à 4	617
Décret n° 2009-1142 du 22 septembre 2009 autorisant l'ouverture du capital des sociétés de participations financières de professions libérales d'huissiers de justice, de commissaires-priseurs judiciaires et de notaires aux membres des professions judiciaires ou juridiques soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 3	617
Décret n° 2012-403 du 23 mars 2012 relatif aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés de participations financières des professions judiciaires et juridiques réglementé – art. 17 à 21 .	617
Décret n° 2014-354 du 19 mars 2014 pris pour l'application de l'article 31-2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé – art. 1 ^{er} à 14 ..	617
CHAPITRE III – Groupements d'intérêt économique	619
Réponse du 29 janvier 1977 de M. le ministre de la Justice relative à la possibilité pour les notaires, avocats, experts-comptables et commissaires aux comptes de constituer des groupements d'intérêt économique	619
TITRE IV – NOTAIRES SALARIÉS	621
Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 1 ^{er} ter	621
Décret n° 93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1 ^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 et relatif aux notaires salariés – art. 1 ^{er} à 25	621
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-5 du 5 novembre 2011 relative à la nomination des notaires salariés et cessation des fonctions	625

QUATRIÈME PARTIE – ORGANISATION DE LA PROFESSION 629

INTRODUCTION

Loi du 19 brumaire an IV portant que le notariat et les objets qui lui sont relatifs sont compris dans les attributions du ministère de la justice	631
--	-----

TITRE I – ORGANISMES STATUTAIRES 633

Ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat – art. 2 à 13	633
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 12	636
– art. 30 à 44	640
Décret n° 48-1142 du 19 juillet 1948 modifiant les décrets des 19 décembre 1945 et 5 février 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notaire – art. 1 ^{er} et 2	645
Lettre du 2 novembre 1953 concernant les dépenses qui peuvent être engagées par un conseil régional	645
Avis n° 286.387 du 27 novembre 1962 du Conseil d'État sur l'organisme qualifié pour connaître de la réforme de l'enseignement professionnel dans le notariat	646
Lettre du 11 mai 1967 sur la composition des Chambres	647
Décret n° 67-1104 du 20 décembre 1967 portant création d'une cour d'appel à Reims et modification du ressort et de la composition de certaines autres cours d'appel	647
Décret n° 67-1234 du 22 décembre 1967 dérogeant à l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat en ce qui concerne le ressort de certaines chambres de notaires – art. 1 ^{er} et 2	647
Décret n° 67-1235 du 22 décembre 1967 portant règlement d'administration publique modifiant la compétence territoriale des notaires et la composition des chambres de notaires, des conseils régionaux et du conseil supérieur du notariat	647
Décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'offices de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires – art. 24 à 28	647
Loi n° 73-546 du 25 juin 1973 relative à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 30	648
Lettre du 4 juillet 1974 relative à l'éligibilité d'un notaire associé à une chambre départementale .	649
Lettre du 22 mars 1984 sur la communication des délibérations de chambre	649
Réponse du 16 juin 1986 relative à la nature des cotisations des ordres professionnels	650
Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	650
Circulaire n° 1573 du 25 mai 2004 à la rémunération des élus de la profession	650
Réponse du 8 novembre 2011 relative au comité mixte départemental	658

TITRE II – RÈGLEMENTS 659

SECTION I – Règlement national – Règlement inter-cours 659

Règlement national ancien – Règlement inter-cours du 24 décembre 1979 du Conseil supérieur du Notariat approuvé par arrêté de Monsieur le Garde des Sceaux ministre de la justice – art. 1 ^{er} à 83	659
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009 Approuvé par arrêté de Madame le Garde des Sceaux, Ministre de la justice – art. 1.1 à 58	678
– art. 1 ^{er} à 6	692
– art. 59 à 76	693
Réponse du 30 avril 2011 sur la publicité du règlement intérieur du Conseil supérieur du notariat .	701

SECTION II – Règlements intérieurs de chambres et conseils régionaux 701

Décret n° 76-419 du 14 mai 1976 relatif aux notaires du ressort de la cour d'appel de Bastia – art. 1 ^{er} à 7	701
---	-----

Décret n° 78-19 du 4 janvier 1978 relatif à l'organisation professionnelle et à la compétence d'instrumentation des notaires dans les ressorts des cours d'appel de Paris et de Versailles – art. 1 ^{er} à 14	702
Arrêté du 19 mai 1981 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux et de chambres départementales des notaires	703
Arrêté du 24 juillet 1981 portant approbation de règlements intérieurs d'un Conseil régional et de Chambres départementales des notaires	704
Arrêté du 5 mai 1983 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux de notaires et de chambres départementales	704
Arrêté du 21 juin 1983 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	704
Arrêté du 30 juin 1983 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux, de chambres départementales de notaires	705
Arrêté du 21 juillet 1983 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	705
Arrêté du 8 novembre 1983 portant approbation de règlements intérieurs de chambres départementales	705
Arrêté du 11 janvier 1984 portant approbation de règlements intérieurs de conseils régionaux et de chambres départementales	705
Arrêté du 11 janvier 1984 portant approbation du règlement intérieur d'un conseil régional	706
Arrêté du 3 avril 1984 portant application des règlements intérieurs d'un conseil régional et des chambres départementales	706
Arrêté du 7 mai 1984 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	706
Arrêté du 12 octobre 1984 portant approbation des règlements intérieurs de chambres départementales de notaires	707
Arrêté du 28 janvier 1985 portant approbation de règlements intérieurs d'un conseil régional et de chambres départementales de notaires	707
Arrêté du 14 mai 1985 portant approbation de règlements intérieurs de chambres départementales de notaires	707
Arrêté du 17 octobre 1985 portant approbation de règlements intérieurs des chambres départementales de notaires	708
Arrêté du 7 novembre 1985 portant approbation du règlement de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	708
Arrêté du 23 décembre 1985 portant approbation d'un règlement intérieur de chambre départementale des notaires	708
Arrêté du 9 janvier 1986 portant approbation du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires des Hauts-de-Seine	708
Arrêté du 92 juillet 1986 portant approbation d'une modification aux règlements intérieurs de conseils régionaux, de chambres départementales de notaires	708
Arrêté du 15 octobre 1986 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de la Guyane et de la Martinique	709
Arrêté du 13 février 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires des Bouches-du-Rhône	709
Arrêté du 17 mars 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Savoie	709
Arrêté du 20 mars 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Drôme	709
Arrêté du 7 avril 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Marne	709
Arrêté du 24 avril 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Grenoble	710
Arrêté du 24 avril 1987 portant approbation d'un règlement intérieur de la chambre des notaires du Nord	710

Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Chambéry	710
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation d'une modification du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel d'Orléans	710
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Paris	710
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Versailles	710
Arrêté du 30 juin 1987 portant approbation du règlement intérieur de chambres de notaires ..	711
Arrêté du 29 juillet 1987 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires du Jura	711
Arrêté du 4 novembre 1987 portant approbation de règlements intérieurs de chambres de notaires et de conseils régionaux de notaires	711
Décret n° 88-816 du 12 juillet 1988 créant la chambre interdépartementale des notaires du territoire de Belfort et de la Haute-Saône – art. 1 ^{er} à 11	712
Arrêté du 17 novembre 1988 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Réunion	713
Arrêté du 13 décembre 1988 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires d'Eure-et-Loir	713
Arrêté du 8 mars 1989 portant approbation des règlements intérieurs du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Reims et des chambres des notaires de l'Aube, des Ardennes et de la Gironde	713
Arrêté du 21 avril 1989 portant approbation de modifications du règlement intérieur de la chambre des notaires des Hauts-de-Seine	713
Arrêté du 19 février 1990 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Paris	714
Arrêté du 26 août 1991 portant approbation du règlement intérieur du Conseil régional des notaires de la cour d'appel de Lyon	714
Arrêté du 25 juin 1992 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Bordeaux	714
Arrêté du 1 ^{er} décembre 1992 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Gironde	714
Arrêté du 3 décembre 1992 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Isère	714
Arrêté du 30 novembre 1993 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires des Pyrénées-Orientales	714
Arrêté du 30 novembre 1993 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Réunion	715
Arrêté du 26 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Charente	715
Arrêté du 26 janvier 1995 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Sarthe	715
Arrêté du 11 juillet 1996 portant approbation de modifications aux règlements intérieurs du conseil régional des notaires de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence et de la chambre des notaires de la Sarthe	715
Arrêté du 10 octobre 1996 portant approbation d'une modification au règlement intérieur de la chambre des notaires de la Marne	715
Décret n° 2001-945 du 16 octobre 2001 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Limoges – art. 1 ^{er} à 11	716
Arrêté du 5 juillet 2002 portant approbation du règlement intérieur de la chambre des notaires du Var	717
Réponse du 17 février 2003 relative à l'organisation et la réglementation des assemblées générales départementales	717

Décret n° 2003-323 du 3 avril 2003 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Bourges – art. 1 ^{er} à 11	717
Décret n° 2003-1053 du 30 octobre 2003 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Pau – art. 1 ^{er} à 11	718
Décret n° 2004-466 du 28 mai 2004 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Reims – art. 1 ^{er} à 11	719
Décret n° 2005-398 du 29 avril 2005 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel d'Agen – art. 1 ^{er} à 11	720
Arrêté du 22 décembre 2005 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Reims	721
Décret n° 2006-323 du 14 mars 2006 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Chambéry – art. 1 ^{er} à 11	721
Arrêté du 14 mars 2006 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Agen	722
Arrêté du 5 mai 2006 portant approbation de modifications au règlement intérieur du conseil interrégional des notaires des cours d'appel de Colmar et de Metz	723
Décret n° 2006-1424 du 22 novembre 2006 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel d'Angers – art. 1 ^{er} à 11	723
Arrêté du 27 juillet 2007 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Angers	724
Arrêté du 24 août 2007 portant approbation d'une modification au règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel d'Orléans	724
Décret n° 2007-1312 du 5 septembre 2007 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Toulouse – art. 1 ^{er} à 11	724
Arrêté du 8 avril 2008 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Toulouse	725
Arrêté du 9 juillet 2008 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel de Versailles	725
Arrêté du 9 mars 2010 portant approbation d'une modification au règlement de la chambre départementale des notaires de Meurthe-et-Moselle	726
Arrêté du 23 août 2010 portant approbation d'une modification au règlement de la compagnie des notaires du Loiret	726
Arrêté du 8 mars 2011 portant approbation de la modification du règlement de la chambre interdépartementale des notaires du ressort de la cour d'appel d'Angers	726
Arrêté du 2 mai 2011 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de l'Essonne	726
Décret n° 2011-987 du 23 août 2011 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Caen – art. 1 ^{er} à 11	726
Arrêté du 10 février 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Meuse	727
Arrêté du 15 mars 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur du conseil régional des notaires de la cour d'appel de Lyon	728
Arrêté du 31 mai 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur Conseil régional des notaires de la cour d'appel d'Aix-en-Provence	728
Arrêté du 31 mai 2012 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires de la Gironde	728
Arrêté du 17 janvier 2013 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires des Hautes-Pyrénées, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques ..	728
Arrêté du 2 décembre 2013 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires du ressort de la cour d'appel de Rouen	728
Arrêté du 17 février 2014 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional des notaires de Nord - Pas-de-Calais et des chambres des notaires du Nord et du Pas-de-Calais ..	729
Décret n° 2014-1562 du 22 décembre 2014 relatif à l'organisation professionnelle des notaires dans le ressort de la cour d'appel de Besançon – art. 1 ^{er} à 11	729

Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre des notaires du Nord	730
Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation de la modification du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires du Gers, du Lot et de Lot-et-Garonne	730
Arrêté du 6 janvier 2015 portant approbation du règlement intérieur de la chambre interdépartementale des notaires de Basse-Normandie	730
Arrêté du 13 avril 2015 portant approbation du règlement intérieur de la chambre départementale des notaires de Saône-et-Loire	730
SECTION III – Guide du conseil régional	731
Guide du conseil régional du 7 juillet 2009	731
TITRE III – ORGANISMES NON STATUTAIRES	743
Réponse du 19 février 1929 relative à l'impossibilité pour les notaires de se constituer en syndicat	743
Avis du 15 mars 1949 du Conseil d'État sur la constitution de syndicats professionnels de notaires, avoués, huissiers et commissaires-priseurs	743
Réponse du 19 mai 1949 relative aux syndicats d'officiers publics	743
Règlement du 1 ^{er} janvier 2001 de l'Assemblée de liaison des notaires de France – art. 1 à 14 ..	744
Assemblée de liaison des notaires de France	747
Décret n° 2003-15 du 3 janvier 2003 portant création de la Commission nationale de concertation des professions libérales	764
Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la Commission nationale des professions libérales – art. 1 ^{er} à 15	765
Réponse du 8 mars 2011 sur la représentativité du syndicat national des notaires	766
CINQUIÈME PARTIE – DÉONTOLOGIE	767
TITRE I – INTERNET	769
Code de déontologie notariale pour l'utilisation d'Internet du 30 juin 2014	769
TITRE II – CONSEIL PATRIMONIAL	787
Charte du notaire conseil patrimonial du 30 octobre 2008	787
TITRE III – DISCIPLINE	789
Code de l'organisation judiciaire – art. L. 211-8	789
Loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice – art. 45	789
Loi du 19 mars 1864 qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juillet 1852, sur la réhabilitation – art. 1 ^{er} et 2	789
Circulaire du 12 mars 1945 concernant la notification des décisions disciplinaires de suspension, destitution ou interdiction temporaire des notaires	789
Ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline des notaires et de certains officiers ministériels – art. 1 ^{er} à 51	790
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 14-1 à 14-6	795
– art. 24 à 26	796
Réponse du 27 juillet 1957 relative à la possibilité pour deux parents ou alliés notaires dans la même compagnie de faire partie de la même chambre de discipline	796
Circulaire n° 61-21 du 7 octobre 1961 relative aux inspections de comptabilité et à l'action disciplinaire des Chambres	797
Décret n° 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics ou ministériels – art. 1 ^{er} à 49	799
Circulaire du 21 février 1974 relative à la discipline des notaires, des avoués près les Cours d'appel, des huissiers de justice, des commissaires-priseurs	804

CODE NOTARIAL	PAGES
Circulaire CSN n° 1011 du 7 mai 1974	812
Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	812
Décret n° 2004-1304 du 23 novembre 2004 modifiant le décret [n° 45-0117] du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 1 ^{er} à 3	813
Réponses du 21 avril 2011 sur les modalités de contrôle par l'État de la profession de notaire	813
TITRE IV – INSPECTION DES ÉTUDES	815
Décret n° 74-737 du 12 août 1974 relatif aux inspections des études de notaires – art. 1 ^{er} à 35	815
Circulaire du 29 janvier 1975 relative aux inspections des études de notaire	818
Circulaire du 4 février 1975 relative à l'inspection des études de notaire	827
Arrêté du 17 janvier 1980 fixant les conditions dans lesquelles la présence d'un inspecteur en comptabilité est facultative lors des inspections annuelles des études de notaires – art. 1 ^{er} et 2	828
Arrêté du 3 août 1994 fixant les modalités des contrôles qui doivent être effectués dans des inspections annuelles des études de notaires	828
Arrêté du 17 novembre 2005 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires	828
Arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 7	828
Arrêté du 7 mai 2010 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires – art. 1 ^{er} et 2	829
Arrêté du 28 juin 2010 modifiant l'arrêté du 7 mai 2010 fixant les modalités des contrôles devant être effectués lors des inspections annuelles des offices de notaires – art. 1 ^{er}	829
Circulaire n° 2010-5 du 27 juillet 2010 relative aux inspections annuelles des offices	829
TITRE V – PROHIBITIONS	831
Code pénal – art. 221-4	831
– art. 222-11 à 222-13	832
– art. 226-15	834
– art. 312-1	834
– art. 312-10 et 313-1	834
– art. 313-6 à 314-3	834
– art. 432-10	835
– art. 432-12	835
– art. 432-15 et 432-16	836
– art. 433-4 à 433-6	836
– art. 433-12 à 433-14	836
– art. 433-17 et 433-18	837
– art. 433-19	837
– art. 441-1	838
– art. 441-4	838
Code général des impôts – art. 1838 à 1840 E	838
– art. 1840 V	838
Réponse du 1 ^{er} février 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et de membre du conseil d'administration d'une société de crédit agricole	839
Réponse du 23 mai 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et de membre d'une société de crédit immobilier	839
Réponse du 22 octobre 1929 relative à l'incompatibilité des fonctions de notaire et d'administrateur d'une banque populaire	839
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 13 à 14-A	839
Lettre du 9 janvier 1968 relative au droit d'instrumentation du notaire au profit de la commune dont il est maire ou conseiller municipal	841
Question du 9 mars 1968 relative à l'impossibilité pour un maire de se rendre acquéreur d'un lot compris dans un lotissement appartenant à sa commune	841

Question du 13 novembre 1968 relative à la possibilité pour un notaire d'être membre d'une SARL, et pour son conjoint d'être membre ou gérant d'une SARL et administrateur d'une SA	842
Question du 15 juin 1970 relative aux prohibitions faites aux notaires associés	842
Décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires – art. 2 et 3 .	843
Réponse du 3 mars 1973 relative aux actes notariés dans lesquels les parents ou alliés du notaire sont parties	843
Réponse du 23 février 1974 relative à l'interdiction faite aux notaires d'instrumenter pour le compte de la commune dont il est maire ou conseiller municipal	844
Réponse du 30 mars 1974 relative à la possibilité pour un notaire substituant d'user des services d'un clerc assermenté	844
Réponse du 10 août 1974 concernant un notaire associé commis judiciairement pour procéder aux inventaires et liquidation-partage	844
Réponse du 31 mars 1980 relative à la possibilité pour un notaire de recevoir des actes d'une commune	845
Réponse du 26 décembre 1980 relative à l'interdiction faite au notaire de recevoir des actes dans lesquels certains parents ou alliés sont parties, mais la possibilité d'être présent en tant que Conseil	846
Réponse du 9 mai 1988 relative à l'étendue de l'interdiction prévue à l'article 2 du décret n° 71-941 du 26 novembre 1971 relatif aux actes établis par les notaires	846
Réponse du 10 juin 1991 relative au libre choix du notaire par le client	847
Réponse du 27 janvier 1997 relative aux actes notariés. Faux commis. Responsabilité des notaires	847
Réponse du 6 octobre 1997 relative aux notaires membres d'un Conseil d'orientation et de surveillance de caisse d'épargne. Réception des actes. Prohibition	848
Réponse du 30 mars 2004 relative à la réglementation de l'exercice de la profession de notaire .	848
Réponse du 7 février 2006 relative à l'exercice de la profession de notaires	849
TITRE VI – SECRET PROFESSIONNEL	851
Code pénal – art. 226-13 et 226-14	851
Code de procédure pénale – art. 40	851
– art. 56-3	851
– art. 645	851
Code des douanes – art. 65	852
– art. 455	852
Livre des procédures fiscales – art. L. 23	852
– art. L. 86	852
– art. L. 92	852
– art. L. 106	853
Question du 20 juin 1969 relative au secret professionnel du Président de la Chambre départementale en matière disciplinaire	853
Question du 13 septembre 1969 relative au secret professionnel des notaires vis-à-vis du syndic de faillite	853
Réponse du 2 juillet 1984 relative au secret professionnel et à la notion de dépositaire obligé .	853
TITRE VII – PUBLICITÉ PERSONNELLE	855
Décret n° 72-785 du 25 août 1972 relatif au démarchage et à la publicité en matière de consultation et de rédaction d'actes juridiques – art. 1 ^{er} à 6	855
Réponse du 29 janvier 1977 relative à la publicité des actes notariés	855
Arrêté du 29 juin 1990 relatif à la publicité des prix pratiqués par des professionnels intervenant dans les transactions immobilières – art. 1 ^{er} à 5	856
Internet	856

SIXIÈME PARTIE – GARANTIE COLLECTIVE	857
Décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux offices publics et ministériels et certains auxiliaires de justice – art. 11 à 17	859
– art. 20 à 30	859
– art. 34	860
Décret n° 56-220 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics et ministériels et à certains auxiliaires de justice, en ce qui concerne la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} à 31	860
Décret n° 56-221 du 29 février 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 55-604 du 20 mai 1955 relatif aux officiers publics ou ministériels et à certains auxiliaires de justice en ce qui concerne la suppléance des officiers publics et ministériels – art. 1 ^{er} à 18	865
Arrêté du 28 mai 1956 relatif à la garantie professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} à 10	867
Circulaire du 17 février 1972 sur la réforme de la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires	868
Lettre du 17 février 1972 relative à la réforme de la garantie professionnelle des notaires	870
Arrêté du 10 septembre 1973 fixant le modèle des affiches en matière de garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er} et 2	871
Arrêté du 31 janvier 2000 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2000 – art. 1 ^{er} et 2	871
Arrêté du 18 janvier 2001 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2001 – art. 1 ^{er} et 2	872
Arrêté du 24 janvier 2002 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2002 – art. 1 ^{er} et 2	872
Arrêté du 23 janvier 2003 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2003 – art. 1 ^{er} et 2	872
Arrêté du 27 janvier 2004 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2004 – art. 1 ^{er} et 2	872
Arrêté du 21 janvier 2005 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2005 – art. 1 ^{er} et 2	873
Arrêté du 20 janvier 2006 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2006 – art. 1 ^{er} et 2	873
Arrêté du 25 janvier 2007 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2007 – art. 1 ^{er} et 2	873
Arrêté du 21 janvier 2008 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2008 – art. 1 ^{er} et 2	873
Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2009 – art. 1 ^{er} et 2	874
Arrêté du 29 janvier 2010 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2010 – art. 1 ^{er} et 2	874
Arrêté du 3 février 2011 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2011 – art. 1 ^{er} et 2	874
Arrêté du 26 janvier 2012 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2012 – art. 1 ^{er} et 2	874
Arrêté du 30 mars 2012 modifiant l'arrêté du 28 mai 1956 relatif à la garantie de la responsabilité professionnelle des notaires – art. 1 ^{er}	875
Arrêté du 30 janvier 2013 fixant le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2013 – art. 1 ^{er} et 2	875
Arrêté du 28 janvier 2014 fixant pour l'année 2014 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	875
Arrêté du 20 janvier 2015 fixant pour l'année 2015 le taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective – art. 1 ^{er} et 2	875

SEPTIÈME PARTIE – COMPTABILITÉ, DÉTENTION DE FONDS ET FISCALITÉ	877
TITRE I – COMPTABILITÉ ET DÉTENTION DE FONDS	879
Code civil – art. 2224	879
Code monétaire et financier – art. L. 112-6 et L. 112-6-1	879
– art. D. 112-3	880
– art. R. 112-5	880
Décret du 2 février 1890 relatif au dépôt et au retrait des sommes versées par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations – art. 13	880
Arrêté du 16 juillet 1892 du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, qui fixe l'intérêt bonifié aux comptes de dépôts des notaires – art. 1 ^{er} et 2	880
Circulaire du 21 janvier 1929 relative aux disponibilités courantes des notaires, à la réception des versements, aux paiements et à l'utilisation des chèques	880
Circulaire du 13 mars 1931 relative aux conditions de remboursement des dépôts d'un office de notaire vacant	883
Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut du notariat – art. 15 à 23	884
Arrêté du 13 décembre 1955 fixant les modèles des carnets de reçus des notaires – art. 1 ^{er} et 2	886
Arrêté du 30 mars 1968 fixant la somme que les notaires peuvent conserver en espèces dans leur étude pendant plus de deux jours – art. 1 ^{er}	887
Lettre du 19 mars 1969 relative aux inspections de comptabilité de notaires, au 2 ^e degré	887
Question du 28 mars 1970 relative au recouvrement des frais dus au notaire	887
Arrêté du 25 août 1972 fixant la liste des établissements habilités à recevoir les fonds confiés aux notaires depuis moins de trois mois – art. 1 ^{er} et 2	887
Lettre du 16 janvier 1973 relative aux dépôts de fonds des notaires	888
Lettre du 30 janvier 1973 relative à la taxation des actes réalisés au profit des collectivités et établissements publics	888
Réponse du 3 avril 1975 relative aux établissements autorisés à recevoir les dépôts des fonds des clients des notaires	888
Arrêté du 30 janvier 1978 d'agrément d'une nomenclature comptable pour les membres des professions libérales et les titulaires de charges et offices – art. 1 ^{er}	889
Arrêté du 22 juillet 1988 relatif au plan comptable notarial – art. 1 ^{er} et 2	890
Arrêté du 30 décembre 1997 relatif au taux d'intérêt des sommes versées par les notaires sur leur compte ouvert à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	891
Réponse du 11 mai 1998 relative au passage à l'Euro pour les notaires et leurs clients. Conséquences.	891
Réponse du 20 mars 2000 relative à l'introduction en France de l'euro en 2002. Mise en place. Conséquences.	892
Loi n° 2000-517 du 15 juin 2000 portant habilitation du Gouvernement à adapter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs – art. 1 ^{er} à 4	892
Décret n° 2000-1156 du 30 novembre 2000 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 relatif au statut du notariat – art. 1 ^{er} à 3	893
Arrêté du 30 novembre 2000 relatif au dépôt et au retrait des sommes versées par les notaires sur leurs comptes de disponibilités courantes et sur leurs comptes de dépôts obligatoires à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} à 12	893
Arrêté du 6 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 22 juillet 1988 relatif au plan comptable notarial – art. 1 ^{er}	894
Réponse du 5 novembre 2001 relative aux conditions de mise en place de l'euro dans les offices notariaux	894
Arrêté du 4 août 2003 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	894

Décret n° 2004-259 du 23 mars 2004 modifiant le décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat – art. 20	895
Arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 7	895
Arrêté du 27 mars 2009 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	896
Arrêté du 22 avril 2009 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Établissement public du livre foncier informatisé d'Alsace-Moselle – art. 1 ^{er} à 7	896
Décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	897
Arrêté du 23 décembre 2009 pris en application des articles 27, 61, 76 et 94 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	897
Arrêté du 23 décembre 2009 pris en application de l'article 61 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	897
Arrêté du 26 février 2010 complétant l'arrêté du 23 décembre 2009 pris en application de l'article 61 du décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009 relatif au livre foncier et à son informatisation dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	897
Arrêté du 23 août 2010 portant modification de l'arrêté du 27 janvier 2006 relatif à l'attestation de conformité des logiciels de comptabilité des offices de notaires – art. 1 ^{er} à 3	898
Réponse du 6 novembre 2007 relative à la question de la couverture des fonds clients dans les offices notariaux	903
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2010-11 du 29 décembre 2010 relative au tableau de bord	904
Arrêté du 26 juin 2012 modifiant l'arrêté du 30 décembre 1997 relatif au taux d'intérêt des sommes versées par les notaires sur leurs comptes de dépôt obligatoire ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er}	905
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2012-7 du 25 juillet 2012 relative à l'envoi dématérialisé obligatoire des tableaux de bord au dernier jour du mois et des états statistiques au dernier jour de chaque trimestre	905
Circulaire n° 2012-9 du 19 décembre 2012 relatif aux paiements effectués ou reçus par les notaires pour les actes donnant lieu à publicité foncière	906
Réponse du 12 mars 2013 relative au maniement de fonds par les notaires	912
Arrêté du 24 septembre 2015 fixant le taux d'intérêt des sommes consignées à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	913
Arrêté du 24 septembre 2015 relatif au taux d'intérêt des sommes déposées versées par les notaires sur les comptes de dépôts obligatoires ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	913
Arrêté du 24 septembre 2015 relatif au taux d'intérêt des sommes déposées par les notaires sur les comptes de disponibilités courantes ouverts à la Caisse des dépôts et consignations – art. 1 ^{er} et 2	913
TITRE II – FISCALITÉ	915
Code général des impôts – art. 100	915
– art. 865	915
– art. 1651 C	915
– art. 1653 A	915
– art. 1651 K	916
– art. 40 A, ann. III	916
– art. 41-0 bis, ann. III	917
– art. 255, ann. III	917
– art. 282, ann. III	917
Réponse du 18 mai 1981 relative à l'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de certaines activités notariales	917

Arrêté du 7 octobre 1986 relatif à la création de traitements informatisés d'aide à la gestion administrative et au suivi du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques	918
Réponse du 15 novembre 1993 relative à l'apport d'un office ministériel à une SCP. Plus-values. Report d'imposition.	918
Arrêté du 6 janvier 1997 régissant le traitement informatisé des mutations à titre gratuit à la direction générale des impôts – art. 1 ^{er} à 8	918
Réponse du 17 janvier 2002 relative à la fiscalité concernant les élus exerçant une profession libérale	919
Réponse du 5 janvier 2006 relative à l'alimentation de la Banque nationale des données patrimoniales	920
Arrêté du 2 octobre 2012 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de suivi du contrôle fiscal à la direction générale des finances publiques dénommé « ALPAGE » – art. 1 ^{er} à 7	921
TITRE III – Caisse des Dépôts et Consignations	923
SECTION I – Présentation et administration	923
Code monétaire et financier – art. L. 518-2	923
– art. L. 518-4	923
SECTION II – Consignations et dépôts	923
Code monétaire et financier – art. L. 518-17 à L. 518-23	924
– art. R. 518-32 à R. 518-34	924
Lettre du 12 juin 2012 co-signée entre le CSN et la CDC sur le nouveau compte de dépôt obligatoire	925
HUITIÈME PARTIE – RÉMUNÉRATION ET TARIFS	927
Code de procédure civile – art. 708 à 721	929
Loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers – art. 1 ^{er} à 7	930
Code de commerce – art. L. 444-1 à L. 444-7	930
– art. L. 450-1	932
– art. L. 462-2-1	932
Code de la consommation – art. L. 113-3	932
Ordonnance du 26 juin 1816 qui établit, en exécution de la loi du 28 avril 1816, des commissaires-priseurs judiciaires dans les villes chefs-lieux d'arrondissement, ou qui sont le siège d'un tribunal de grande instance, et dans celles qui, n'ayant ni sous-préfecture ni tribunal, renferment une population de cinq mille âmes et au-dessus – art. 1-3	933
– art. 2-1	933
Loi du 18 janvier 1944 fixant la rémunération due aux officiers publics pour la rédaction des certificats de propriété en matière d'assurances sociales – art. 1 ^{er} à 3	933
Loi du 29 mars 1944 relative aux tarifs des émoluments alloués aux officiers publics ou ministériels – art. 1 ^{er} à 3	933
Circulaire du 18 mai 1946 concernant le tarif	934
Lettre du 1 ^{er} juillet 1970 sur l'application de l'article 4 du tarif des notaires	934
Réponse du 16 novembre 1976 relative aux frais d'actes pouvant être perçus par deux notaires sur la vente d'une exploitation agricole par les propriétaires à leurs fermiers	935
Décret n° 77-594 du 7 juin 1977 relatif à l'application des tarifs des avocats, des notaires et des huissiers de justice dans le département de la Réunion – art. 1 ^{er} à 3	935
Décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires – art. 1 ^{er} à 38	935
Réponse du 24 mars 1979 relative au tarif des notaires. – Convention de partage inégal de communauté	959
Circulaire du garde des Sceaux du 20 février 1980	959
Lettre du 23 juin 1982 relative aux honoraires des notaires pour les déclarations en matière d'impôt sur les grandes fortunes	959

CODE NOTARIAL	PAGES
Réponse du 13 décembre 1982 concernant les baux notariés et le partage des frais	960
Réponse du 28 mars 1983 relative à la remise d'honoraires. Autorisation de la Chambre	960
Décret n° 85-382 du 29 mars 1985 fixant le tarif des commissaires-priseurs judiciaires – art. 1 ^{er} à 26	961
Réponse du 17 juin 1985 relative aux émoluments en matière de convention de mariage	963
Réponse du 3 décembre 1992 relative à la rémunération des notaires dans le cadre de l'aide juridictionnelle	964
Réponse du 18 janvier 1993 relative à la disparité de traitements entre les avocats et les notaires – Aide juridictionnelle	965
Décret n° 94-757 du 26 août 1994 relatif aux tarifs des officiers publics et ministériels et des auxiliaires de justice – art. 1 ^{er}	965
Réponse du 9 février 1995 relative au montant des frais annexes liés aux mutations foncières de faible valeur	965
Réponse du 24 novembre 1997 relative aux émoluments du testament-partage. Tarif. Assiette de la rémunération	966
Décret n° 2000-4 du 4 janvier 2000 la rétribution des consultations juridiques en matière d'accès au droit – art. 1 ^{er}	967
Réponse du 7 janvier 2002 relative au tarif et la rémunération des professions judiciaires et juridiques	967
Réponse du 7 octobre 2002 relative au problème des surfacturations par les notaires des régions Antilles-Guyane	967
Circulaire n° 1566 du 18 octobre 2002 relative à la rémunération de l'avant contrat de vente d'immeuble	968
Décret n° 2003-661 du 15 juillet 2003 modifiant le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires – art. 1 ^{er} à 4	969
Réponse du 3 novembre 2003 relative à la rémunération des missions relevant de la charge des officiers publics et ministériels	969
Réponse du 8 août 2004 relative aux rémunérations des notaires	970
Arrêté du 25 octobre 2004 fixant le plafond de l'indemnité versée au président et aux membres du bureau du Conseil supérieur du notariat – art. 1 ^{er}	971
Décret n° 2006-558 du 16 mai 2006 modifiant le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires – art. 1 ^{er} à 6	971
Réponse du 20 juin 2006 relative aux émoluments perçus sur les radiations d'hypothèques ..	971
Circulaire du 31 août 2006 relative aux frais de fonctionnement de Téléactes	972
Note de la Commission du Statut et de l'Éthique relative à la taxe des formalités	973
Circulaire n° 2007-5 du 18 avril 2007 sur la réforme du tarif	982
Lettre du 7 mai 2007 relative à l'application du nouveau tarif des donations	984
Lettre du 11 mai 2007 relative au tarif de donation-partage	984
Arrêté du 24 décembre 2009 portant approbation du règlement national et du règlement inter-cours du Conseil supérieur du notariat	984
Règlement national – Règlement inter-cours du 24 décembre 2009	984
Réponse du 5 janvier 2010 relative à la qualification des frais d'acheminement postaux au regard de l'article 33 du décret du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires	985
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2010-6 du 27 juillet 2010 relative aux remises partielles d'émoluments	985
Circulaire n° 2010-7 du 28 juillet 2010 relative aux débours facturés au client – demandes d'urbanisme – règles de bonne conduite entre confrères	986
Décret n° 2011-188 du 17 février 2011 modifiant le décret n° 78-262 du 8 mars 1978 portant fixation du tarif des notaires – art. 1 ^{er} à 4	986
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-2 du 21 février 2011 relative au décret modifiant le tarif des notaires en suite du décret du 17 février 2011	986
Circulaire du Conseil supérieur du notariat n° 2011-4 du 24 février 2011 relative au décret modifiant le tarif des notaires en suite du décret du 17 février 2011	988

Avis du CSN du 14 mars 2011 sur les modifications du tarif issues du décret du 17 février 2011 .	988
Circulaire n° 2008-4 du 1 ^{er} août 2008 relative à l'aide juridictionnelle	990
Réponse du 30 avril 2011 relative à la publicité du règlement intérieur du CSN	993
Décret n° 2012-580 du 26 avril 2012 relatif à l'organisation des professions de notaire et d'huissier de justice outre-mer – art. 2	994
Décret n° 2012-723 du 9 mai 2012 relatif à la rémunération des notaires assistant les agents diplomatiques et consulaires dans l'exercice de leurs pouvoirs notariaux – art. 1 ^{er}	994
Décret n° 2012-1462 du 26 décembre 2012 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2010-638 du 10 juin 2010 portant suppression du régime des conservateurs des hypothèques et pour l'adaptation de la publicité foncière – art. 37	994
– art. 39	994
Réponse du 30 avril 2013 relative au tarif	994
Décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013 relatif aux bases de données notariales portant sur les mutations d'immeubles à titre onéreux – art. 2	995
Réponse du 1 ^{er} octobre 2013 sur les modalités de calcul des honoraires des notaires dans le cas des donations-partages	995
NEUVIÈME PARTIE – SALARIÉS DU NOTARIAT	997
TITRE UNIQUE – DROIT DU TRAVAIL	999
CHAPITRE I – Accords collectifs dans le notariat	999
SECTION 1 – Convention collective (2001) et avenants à la Convention collective	1000
Convention collective du notariat du 8 juin 2001 – art. 1 ^{er} à 44	1001
Accord du 19 février 2015 portant actualisation et consolidation de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 – art. 1 ^{er} à 22	1026
– art. 23 à 44	1045
Avenant n° 5 du 14 octobre 2004 sur la formation professionnelle	1060
Avenant n° 9 du 7 décembre 2006 à la Convention collective du notariat du 8 juin 2001 – Professionnalisation et contribution financière des employeurs à la formation professionnelle .	1063
Avenant n° 11 du 20 décembre 2007 Rectifié par avenant n° 11 bis du 10 janvier 2008, à la Convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 – Classifications	1064
Avenant n° 13 du 14 février 2008 à la Convention collective du notariat du 8 juin 2001 – Changement d'un coefficient plancher de la catégorie TECHNICIENS, d'un coefficient plancher de la catégorie CADRES et corrélation diplôme brevet de technicien supérieur « notariat » et classification .	1068
Avenant n° 15 du 17 décembre 2009 à la Convention collective du notariat du 8 juin 2001 relatif à la prévoyance complémentaire	1068
Avenant n° 20 du 15 novembre 2012 relatif au plan de formation – art. 1 ^{er} à 3	1069
Avenant n° 20 bis du 13 décembre 2012 relatif au plan de formation et aux modalités d'application de la corrélation diplôme-classification – art. 1 ^{er} et 2	1072
Avenant n° 21 du 14 février 2013 – art. 1 ^{er} à 5	1073
Avenant n° 22 du 26 septembre 2013 relatif aux diplômes et aux classifications – art. 1 ^{er} et 2 .	1074
Avenant n° 23 du 17 octobre 2013 relatif aux classifications – art. 1 ^{er} à 4	1074
Avenant n° 24 du 23 janvier 2014 Corrélation diplômes – classification – art. 1 ^{er} à 3	1075
Avenant n° 25 du 16 octobre 2014 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 – art. 1 ^{er} à 3	1076
Avenant n° 26 du 23 janvier 2015 relatif à la contribution financière des employeurs à la formation professionnelle – art. 1 ^{er} et 2	1077
Avenant n° 27 du 19 février 2015 relatif aux conventions individuelles de forfait en jours – art. 1 ^{er} à 3	1077

Avenant n° 28 du 9 septembre 2015 à la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001 dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015 et relatif à la complémentaire frais de santé – art. 1 ^{er} et 2	1078
SECTION 2 – Accord de branche relatif au contrat de professionnalisation et ses avenants	1078
Accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat ..	1078
Avenant n° 1 du 9 juillet 2009 à l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat – Changement de la durée des heures de formation prévue pour les contrats de professionnalisation conclus en vue de l'obtention du diplôme de l'Institut des métiers du notariat	1081
Avenant n° 2 du 20 mai 2010 à l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat – Changement de la durée des heures de formation prévue pour les contrats de professionnalisation conclus avec les titulaires du DESS de droit notarial ou du master mention ou spécialité droit notarial en vue de l'obtention des quatre semestrialités du diplôme supérieur de notariat.	1081
Avenant n° 3 du 12 décembre 2013 relatif aux contrats de professionnalisation	1082
SECTION 3 – Accords de branche relatif au Plan d'épargne inter-entreprises et ses avenants	1082
Accord de branche du 28 février 2003 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat	1082
Accord de branche du 22 juillet 2003 complétant l'accord du 28 février 2003 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat	1091
Avenant n° 1 du 16 décembre 2004 aux accords de branche relatifs à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprises dans le notariat des 28 février 2003 et 22 juillet 2003	1092
Accord de branche du 17 décembre 2009 complétant les accords de branche relatifs à la mise en place d'un plan d'épargne interentreprise dans le notariat des 28 février 2003 et 22 juillet 2003 – relatif à l'adhésion à un fonds commun de placement multientreprise investi en titres d'entreprises agréées solidaires	1093
SECTION 4 – Accord de branche relatif à l'indemnisation conventionnelle du chômage partiel dans le notariat	1093
Accord de branche du 18 juin 2015 relatif à l'indemnisation de l'activité partielle dans le notariat – art. 1 ^{er} à 16	1094
SECTION 5 – Accords de branche relatif à la prévoyance complémentaire	1096
Accord collectif de branche du 17 décembre 2009 relatif à la prévoyance complémentaire dans le notariat concernant la couverture des risques décès, incapacité temporaire et invalidité permanente	1096
Accord de branche du 17 décembre 2009 relatif à la prévoyance complémentaire dans le notariat concernant la couverture du risque dépendance totale	1099
Accord de branche du 9 septembre 2015 relatif au régime collectif et obligatoire de complémentaire santé dans le notariat – art. 1 ^{er} à 15	1101
CHAPITRE II – Textes divers – Réponses ministérielles	1108
Code du travail – art. L. 3132-22 et L. 3132-23	1108
– art. L. 3172-2	1108
Décret du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales – art. 23	1108
Lettre du 17 octobre 1952 relative aux commissions paritaires régionales et le Conseil paritaire national	1109
Réponse du 15 novembre 1982 relative à la situation du personnel des offices dont le titulaire a démissionné	1109
Lettre du 9 mars 1994 relative au notaire salarié et au temps partiel	1110
Accord du 26 novembre 1999 relatif à la réduction anticipée de la durée du travail – art. 1 ^{er} à 15 ..	1111
Avenant du 9 décembre 1999 modificatif relatif à la réduction anticipée de la durée du travail – art. 1 ^{er} à 3	1116
Accord de branche du 8 juin 2001 relatif à l'incidence de la réduction du temps de travail – art. 1 à 3	1116

Avis du 31 juillet 2001 relatif à l'extension de la convention collective nationale du notariat complétée par deux accords	1118
Avis du 14 novembre 2001 relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du notariat	1119
Réponse du 16 juin 2009 relative aux heures supplémentaires des salariés du notariat	1119
Réponse du 13 octobre 2009 relative à l'indemnisation des salariés du notariat placés en chômage partiel	1119
Réponse du 24 mai 2011 sur l'indemnisation des salariés du notariat placés en chômage partiel	1120
DIXIÈME PARTIE – ASSURANCE SOCIALE ET RETRAITE	1123
TITRE I – LES NOTAIRES	1125
Code de la sécurité sociale – art. L. 641-1 à L. 645-6	1125
– art. D. 134-32 à D. 134-35	1132
– art. D. 641-1 à D. 645-15	1133
Décret n° 49-578 du 22 avril 1949 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires – art. 1 ^{er} à 4	1142
Décret n° 51-310 du 3 mars 1951 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux notaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar – art. 1 ^{er} à 5	1143
Arrêté du 4 mars 1951 portant approbation du règlement du régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires du ressort de la cour d'appel de Colmar	1144
Décret n° 61-1524 du 28 décembre 1961 portant règlement d'administration publique relatif à la coordination entre le régime complémentaire d'assurance vieillesse des notaires et le régime d'assurance vieillesse des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 14	1144
Décret n° 63-106 du 8 février 1963 fixant la cotisation au régime d'assurance vieillesse complémentaire spécial aux notaires du ressort de la cour d'appel de Colmar – art. 1 ^{er} et 2	1145
Lettre du 24 juin 1975 relative au paiement des cotisations à la caisse de retraite complémentaire des notaires en cas d'administration d'un office	1145
Décret n° 2001-753 du 28 août 2001 fixant pour l'année 2001 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1145
Arrêté du 22 octobre 2002 relatif à la répartition entre les sections professionnelles des troisième et quatrième acomptes incombant pour l'exercice 2002 à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales au titre de la compensation généralisée vieillesse – art. 1 ^{er} à 3	1146
Décret n° 2002-1510 du 23 décembre 2002 fixant pour l'année 2002 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1146
Décret n° 2002-1525 du 23 décembre 2002 fixant pour l'année 2002 les cotisations au régime de base et aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales – art. 1 ^{er}	1146
Arrêté du 31 mars 2003 relatif à la répartition entre les sections professionnelles du premier acompte incombant pour l'exercice 2003 à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1146
Décret n° 2003-648 du 11 juillet 2003 fixant pour l'année 2003 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1147
Décret n° 2003-1214 du 17 décembre 2003 fixant pour l'année 2003 les cotisations au régime de base et aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales – art. 1 ^{er} à 4	1147
Décret n° 2004-461 du 27 mai 2004 relatif à l'assurance vieillesse des professions libérales – art. 1 ^{er} à 3	1147
– art. 12 et 13	1147
Décret n° 2004-1095 du 15 octobre 2004 fixant pour l'année 2004 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1149

Décret n° 2004-1161 du 29 octobre 2004 fixant pour l'année 2004 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1149
Arrêté du 28 décembre 2004 portant approbation des nouveaux statuts du régime d'assurance vieillesse complémentaire de la section professionnelle des notaires	1149
Décret n° 2005-950 du 2 août 2005 fixant pour l'année 2005 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1149
Décret n° 2005-1004 du 22 août 2005 relatif au régime d'assurance vieillesse de base des professions libérales – art. 1 ^{er} à 4	1150
Décret n° 2005-1683 du 28 décembre 2005 fixant pour l'année 2005 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1150
Décret n° 2006-836 du 10 juillet 2006 fixant pour l'année 2006 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1150
Décret n° 2006-1579 du 11 décembre 2006 fixant pour l'année 2006 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1150
Décret n° 2006-1607 du 14 décembre 2006 étendant aux notaires exerçant certaines fonctions de dirigeant de société l'application à titre obligatoire au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires – art. 1 ^{er} et 2	1151
Décret n° 2007-456 du 25 mars 2007 fixant pour l'année 2007 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1151
Décret n° 2007-582 du 19 avril 2007 relatif aux cotisations d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs des professionnels libéraux – art. 1 ^{er} et 2	1151
– art. 4 et 5	1151
Décret n° 2007-1437 du 4 octobre 2007 fixant pour l'année 2007 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1151
Décret n° 2008-1303 du 10 décembre 2008 fixant pour l'année 2008 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs – art. 1 ^{er}	1151
Décret n° 2008-1361 du 18 décembre 2008 fixant pour l'année 2008 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1152
Décret n° 2009-1301 du 26 octobre 2009 fixant pour l'année 2009 les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er}	1152
Décret n° 2009-1635 du 23 décembre 2009 fixant, pour l'année 2009, les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs et modifiant le décret n° 49-579 du 22 avril 1949 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins – art. 1 ^{er}	1152
Décret n° 2010-1253 du 21 octobre 2010 fixant pour l'année 2010 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et au régime d'assurance vieillesse complémentaire instauré par le décret n° 62-420 du 11 avril 1962 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire commun aux artistes graphiques et plastiques et aux professeurs de musique, musiciens, auteurs et compositeurs et modifiant le décret n° 49-579 du 22 avril 1949 modifié relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des médecins – art. 1 ^{er}	1152
Décret n° 2010-1569 du 15 décembre 2010 fixant les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales pour l'année 2010 – art. 1 ^{er}	1152

Décret n° 2011-674 du 15 juin 2011 fixant pour l'année 2011 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaires des professions libérales et des artistes auteurs et portant diverses adaptations réglementaires aux régimes d'assurance vieillesse complémentaires obligatoires des professions libérales – art. 1 ^{er}	1153
Décret n° 2011-1956 du 23 décembre 2011 fixant les cotisations des régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales pour l'année 2011 – art. 1 ^{er}	1153
Décret n° 2012-478 du 12 avril 2012 fixant pour l'année 2012 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales ainsi qu'aux régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1153
Décret n° 2012-1522 du 28 décembre 2012 modifiant le décret n° 79-262 du 21 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils et le décret n° 79-265 du 27 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 2	1153
Décret n° 79-265 du 27 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 2	1153
Décret n° 2012-1522 du 28 décembre 2012 modifiant le décret n° 79-262 du 21 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils et le décret n° 79-265 du 27 mars 1979 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 3	1154
Décret n° 2013-1081 du 29 novembre 2013 fixant pour l'année 2013 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale et les cotisations aux régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1154
Décret n° 2013-1157 du 13 décembre 2013 relatif au régime d'assurance vieillesse complémentaire des notaires – art. 1 ^{er} à 3	1154
Arrêté du 7 octobre 2014 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires – art. 1 ^{er}	1155
Décret n° 2014-1639 du 26 décembre 2014 fixant pour l'année 2014 les cotisations aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire des professions libérales et des artistes et auteurs relevant de l'article L. 382-1 du Code de la sécurité sociale et les cotisations aux régimes d'assurance invalidité-décès des professions libérales – art. 1 ^{er} et 2	1155
TITRE II – LES SALARIÉS DU NOTARIAT	1157
Loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaires – art. 1 ^{er} à 7	1157
Arrêté du 18 septembre 1974 étendant le régime des assurances sociales aux étudiants des écoles de notaires – art. 1 ^{er} à 3	1158
Réponse du 16 décembre 1974 relative à la validation des années de cléricature, antérieures à 1939	1159
Arrêté du 29 juin 1982 fixant la liste des organismes professionnels assimilés pour l'application de la loi du 12 juillet 1937 modifiée instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} et 2	1159
Loi n° 83-25 du 19 janvier 1983 portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale – art. 2	1160
Arrêté du 8 décembre 1987 portant approbation des modifications apportées aux statuts des régimes d'assurance vieillesse complémentaire des sections professionnelles des notaires et des vétérinaires et du régime d'assurance invalidité-décès de la section professionnelle des sages-femmes	1160
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} à 72	1160

Décret n° 2012-502 du 16 avril 2012 relatif aux modalités d'attribution des indemnités journalières dues au titre de l'assurance maladie dans le régime des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} et 2	1169
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 73 à 84-1	1169
Décret n° 2011-1112 du 16 septembre 2011 relatif au régime spécial de retraite des clercs et employés de notaires – art. 11	1174
Décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 85 à 146	1175
Arrêté du 27 février 1991 portant approbation du règlement intérieur de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires	1184
Décret n° 91-613 du 28 juin 1991 fixant les taux des cotisations de divers régimes spéciaux de sécurité sociale – art. 4	1184
Réponse du 17 août 1992 relative à la coordination des régimes de retraite des clercs et employés de notaires	1184
Réponse du 7 octobre 1993 relative à l'âge de la retraite des clercs et employés de notaires ..	1185
Réponse du 28 mai 1998 relative au financement pour 1998, de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires	1185
Réponse du 14 juin 1999 relative au statut du conjoint collaborateur du professionnel libéral ..	1186
Réponse du 25 juin 2001 relative aux conditions de réversion à un époux survivant de la pension de retraitée de clerc de notaire	1186
Décret n° 2001-994 du 31 octobre 2001 fixant la majoration de l'allégement prévu à l'article L. 241-13-1 du Code de la sécurité sociale dans la zone franche de Corse dans certains régimes spéciaux de sécurité sociale – art. 1 ^{er} à 3	1187
Réponse du 11 décembre 2003 relative aux pensions de réversion de conjoints masculins de clercs ou employés de notaire	1187
Réponse du 15 décembre 2003 relative à certaines déficiences au niveau des pensions de réversion	1188
Réponse du 18 mai 2004 relative aux régimes de retraite spécifique des clercs et employés de notaires relative à la retraite anticipée des salariés totalisant quarante annuités avant l'âge de soixante ans	1188
Réponse du 28 septembre 2004 relative aux règles actuelles de coordination entre régime en cas d'activités simultanées	1189
Réponse du 12 octobre 2004 relative à l'âge de la retraite des clercs et employés de notaires ..	1189
Décret n° 2006-511 du 4 mai 2006 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1190
Décret n° 2008-820 du 23 août 2008 relatif au régime spécial de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 4	1190
Question du 2 décembre 2008 relative aux conséquences de la réforme de 2008 des régimes spéciaux de retraite des clercs et employés de notaires	1190
Arrêté du 23 janvier 2009 portant régularisation pour 2008 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2009 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 4	1191
Décret n° 2009-1742 du 30 décembre 2009 relatif aux taux des cotisations de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1191
Arrêté du 28 janvier 2010 portant régularisation pour 2009 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires et fixant pour 2010 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 5	1191

Arrêté du 1 ^{er} février 2011 portant régularisation pour 2010 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et fixant pour 2011 la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 5	1192
Décret n° 2011-228 du 1 ^{er} mars 2011 relatif à la cotisation sur les avantages de retraite servis par la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1192
Décret n° 2011-399 du 14 avril 2011 relatif aux taux des cotisations de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er}	1192
Décret n° 2011-1112 du 16 septembre 2011 relatif au régime spécial de retraite des Clercs et employés de notaires – art. 1 ^{er} à 11	1193
– art. 13	1193
Communiqué du CRPCEN du 22 septembre 2011	1193
Arrêté du 27 janvier 2012 portant régularisation pour 2011 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et fixant pour 2012 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1197
Arrêté du 8 octobre 2012 portant approbation du règlement intérieur de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaire – art. 1 ^{er} et 2	1198
Règlement intérieur du 19 juin 2012 de la Caisse de Retraite et de Prévoyance des Clercs et Employés de Notaires – art. 1 à 44	1198
Décret n° 2012-1524 du 28 décembre 2012 relatif aux modalités de calcul de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale applicables à certains régimes spéciaux – art. 1 ^{er} et 2	1211
Code de la sécurité sociale – art. D. 711-2	1211
– art. D. 711-7	1211
– art. D. 711-9	1211
Arrêté du 5 mars 2013 portant régularisation pour 2012 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et fixant pour 2013 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1212
Arrêté du 11 juin 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans la convention collective du notariat – art. 1 ^{er} et 2	1213
Arrêté du 24 mars 2014 portant régularisation pour 2013 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et fixant pour 2014 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1213
Décret n° 2014-146 du 18 février 2014 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} à 3	1214
Décret n° 2014-662 du 23 juin 2014 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 modifié portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et modifiant certaines dispositions relatives à cette caisse – art. 1 ^{er} à 6	1214
Décret n° 2014-1702 du 30 décembre 2014 relatif aux droits à retraite des personnes handicapées et de leurs aidants familiaux – art. 9	1214
Arrêté du 15 avril 2015 portant régularisation pour 2014 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des Clercs et employés de notaires et fixant pour 2015 la répartition prévisionnelle de ces ressources – art. 1 ^{er} à 5	1214
Table des textes cités	1215
Index alphabétique	1241